



Austérité, chômage, précarité ras-le bol !

Manifestation 14 novembre à Bordeaux 11h30 place de la République

Pour sortir de la crise il faut s'attaquer aux causes :

Trop de rémunération pour les actionnaires au détriment de l'emploi, du pouvoir d'achat des salariés, de l'investissement (recherche, modernisation de l'appareil productif).

Nous ne voulons ni du choc de compétitivité du MEDEF ni du pacte de compétitivité du Président de la République fondé sur la baisse du coût du travail.

Le travail a un prix, mais il n'est pas un coût.

Ce n'est pas le capital, ni les machines qui créent les richesses, c'est le travail des hommes et des femmes.

Pour la croissance, revaloriser le travail est une nécessité absolue.

Il faut donc augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail.

Arrêter la RGPP, c'est stopper toutes les suppressions d'emploi dans la fonction publique, transformer tous les emplois précaires en emploi stables et améliorer tous les services publics de l'État de l'hôpital et des collectivités territoriales.

Ne plus laisser le pouvoir absolu dans l'entreprise aux seuls actionnaires.

Les salariés et leurs organisations syndicales doivent avoir le droit de s'opposer aux licenciements, aux délocalisations et aux fermetures d'entreprises pour imposer un projet économique alternatif.

95% des ruptures conventionnelles (5 126 en Gironde) sont en faveur du patronat et sont la cause majeure de la montée du chômage ; elles doivent être scrupuleusement encadrées.

Le transfert des cotisations sociales sur la CSG, la TVA ou sur un nouvel impôt comme le préconise le rapport Gallois commandé par le gouvernement ne fera qu'aggraver la situation économique et sociale.

Le financement des retraites et de la protection sociale ne peut être résolu sans de réelles mesures politiques concrètes que doit prendre le gouvernement en faveur du développement industriel, de l'emploi, de la revalorisation salariale et des pensions, de la lutte contre la précarité.

En Europe

- ↳ Allemagne : actions au niveau national et au niveau des sociétés transnationales.
- ↳ Belgique : rassemblement devant les ambassades de l'UE.
- ↳ Espagne : Grève nationale privé-public et manifestation.
- ↳ France : CFTD, CGT, FSU, solidaires et UNSA : manifestations unitaires interprofessionnelles dans tout le pays.
- ↳ Grèce : Grève nationale interprofessionnelle et manifestation.
- ↳ Italie : Manifestation nationale à Rome.
- ↳ Portugal : Grève générale privé-public et manifestation.
- ↳ Roumanie : actions dans chaque région et manifestations.
- ↳ Royaume-Uni : Actions médiatiques diverses dans tous le pays

La CGT a élaboré des revendications pour répondre à ces exigences :

- ↳ Instaurer une sécurité sociale professionnelle.
- ↳ Revaloriser les salaires (SMIC à 1 700 €), les pensions et les minima sociaux.
- ↳ Investir dans une véritable politique industrielle, contrôler les aides publiques et soutenir les petites et moyennes entreprises par la constitution d'un pôle financier public au service de l'emploi, de la formation, de la recherche et des équipements.
- ↳ Développer les services publics pour satisfaire les besoins y compris nouveaux (personnes âgées, petite enfance...) et assurer le financement des politiques publiques par une réforme de la fiscalité, une nouvelle politique monétaire et de crédit.

Bulletin de contact et de syndicalisation à retourner à

**UD CGT 33, Bourse du Travail CS 21685 44 crs A. Briand 30075 Bordeaux Cedex
Tel : 05 57 22 71 40 - Fax : 05 56 02 38 19 - E-mail ud@cgt-gironde.org**

Nom : Prénom :
Téléphone :
E mail :
Adresse :



Communiqué intersyndical

Les organisations syndicales Cfdt, CGT, FSU, Solidaires, UNSA et UNEF de Gironde s'inscrivent avec l'ensemble du syndicalisme européen dans la journée d'action et de solidarité de la Confédération européenne des syndicats le 14 novembre 2012 pour l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. *Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices.*

Elles mettent à mal le modèle social européen par ailleurs mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

En France, c'est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec encore une hausse record en septembre. Les plans de licenciements se multiplient. La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes. 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

En Gironde, le chômage a progressé de 4,2% en septembre et la précarisation de l'emploi s'accroît.

De nombreux secteurs et entreprises subissent des restructurations et suppressions d'emplois : Cofinoga, Oxbow, Carrefour, les Services Publics...

Les salaires sont gelés dans de nombreux secteurs, en particulier du public.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux.

La cohésion sociale, les services publics, le dialogue social et le respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux sont mis en cause. Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même.

En s'amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et met en cause les droits de tous.

L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. *La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement*, pour des conditions de travail et de vie décentes. Cela implique :

- ↳ *une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes* avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ;
- ↳ *la négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen*, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;
- ↳ *des mesures de relance au plan européen* afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi ;

Les organisations Cfdt, CGT, FSU, UNSA, Solidaires, UNEF de Gironde décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe, en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs.

Elles appellent les salariés à décider de la grève partout où cela est possible et à manifester massivement.

le mercredi 14 novembre 2012

11H30 à Bordeaux

Place de la République

Place de la république, Cours d'Albret, Gambetta, cours de l'intendance, Grand Théâtre